



# Lettre 36 – Juillet 2022

La prochaine lettre sera publiée en fin Juillet 2022 (et une seule) et il y en aura probablement une autre pour le mois d'Août. D'ici là le gouvernement français sera installé et il y aura lieu de savoir où en sera son attitude vis-à-vis des migrants et réfugiés. Qui sait ? Les conditions d'accueil des réfugiés en Allemagne et en Italie sont en train de se modifier (voir les rubriques ci-dessous). Qu'en sera-t-il des conventions avec la Tunisie pour l'accueil en France de travailleurs temporaires pour le tourisme de la construction ? Bonnes vacances, si vous avez la chance d'en prendre, mais n'oubliez pas les réfugiés de tous pays qui durant cette période seront toujours dans l'inquiétude de leur devenir.

Michel Girard

## Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
Cornebarrieu .....	2
Réfugiés climatiques.....	2
FRANCE.....	2
Rachel Keke, une femme de chambre franco-ivoirienne élue à l'Assemblée nationale.....	2
refus de séjour délivrés pour les étrangers venus d'Ukraine.....	3
Boulogne-sur-mer.....	4
Nice.....	4
Paris .....	5
Toulouse.....	7
MANCHE.....	7
Les tentatives de traversées en forte hausse, malgré la militarisation de la frontière.....	7
MÉDITERRANÉE.....	8
Accélérer l'évacuation des exilés en Libye.....	8
UNION EUROPÉENNE.....	11
Belgique.....	11
Espagne.....	11
Italie.....	12
Finlande.....	12
Grèce.....	13
Portugal.....	13
Slovénie.....	14
Tchéquie.....	14
ONU - Organisation internationale pour les migrants.....	16
EUROPE.....	17
Balkans.....	17
Royaume-uni .....	17

AFRIQUE.....	18
Égypte.....	18
Maroc.....	19
Sénégal.....	22
Tunisie.....	22
ASIE .....	23
Liban.....	23
A VOIR – A LIRE.....	23
Témoignage.....	23

## CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

### CORNEBARRIEU

Le nombre des arrestations remonte, ce qui est dû à la réouverture des pays du Maghreb qui ne font plus obstruction au retour de leurs ressortissants. Les contrôles augmentent dans les gares, dans les autobus, dans les rues ! Tout est bon : un père de famille avec son épouse enceinte, un jeune étudiant qui vit dans sa famille en France depuis 22 ans et qui n'a pu renouveler son titre de séjour "grâce" aux arcanes de notre administration... A ce jour, 60 hommes sont retenus, aucune femme mais une Péruvienne a été récemment expulsée.

## RÉFUGIÉS CLIMATIQUES

En 2021, le nombre des déplacés dans le monde s'est élevé à 59,1 millions, dont 23,7 millions en raison de désastres climatiques, selon une étude de l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) et du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC). Ces personnes ont fui les cyclones, les inondations ou la sécheresse, des phénomènes toujours plus fréquents et plus intenses en raison du changement climatique. Mais elles ne bénéficient pas de protection spécifique en droit international. Même si la formulation revient souvent dans les débats, il **n'existe pas aujourd'hui** de "**réfugié climatique**" au sens juridique du terme. Pourtant, les prévisions du Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ne laissent que peu de doute: la désertification et la montée des eaux vont pousser des dizaines, voire des centaines de millions de personnes sur les routes d'ici à quelques décennies. L'émission Le sort de ces communautés balayées par le climat ne bénéficient d'aucun statut spécifique.

## FRANCE

### RACHEL KEKE, UNE FEMME DE CHAMBRE FRANCO-IVOIRIENNE ÉLUE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Née en 1974 dans la commune d'Abobo, au nord d'Abidjan, d'une mère vendeuse de vêtements et d'un père conducteur d'autobus, migrante, Rachel Keke est arrivée en France en 2000 à l'âge de 26 ans. D'abord coiffeuse, femme de chambre, puis gouvernante, elle a été naturalisée en 2015. Elle a été élue dimanche 19 juin 2022, députée de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) dans la de la 7<sup>e</sup> circonscription du Val-de-Marne.

*"Merci à la France de m'avoir accueillie, merci à la France de m'apprendre beaucoup de choses, merci à la France de me faire confiance".* Cette militante CGT de 48 ans, mère de cinq enfants, s'est fait connaître lors des 22 mois de grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis-Batignolles à Paris, entre 2019 et 2021, lorsqu'elle s'est mobilisée pour améliorer les salaires et les conditions de travail des femmes de ménage face au "mépris" de la direction. *"C'est un métier qui détruit le corps. Il y a des syndromes du canal carpien, des tendinites, des maux de dos..."* De ce combat, elle a gardé une grande pugnacité et s'est promis d'*"être la voix des sans-voix, des travailleurs qui se lèvent tôt, qui se détruisent le corps à faire des métiers, qu'on a appelés 'les essentiels' pendant le Covid-19 et qui n'ont récolté, en retour, que du mépris et des difficultés toujours plus grandes à boucler les fins de mois."* Sa fierté est aussi celle d'avoir fait tenir ses collègues au cours d'un combat particulièrement long. *"Dans la grève, quand mes collègues se décourageaient, quand elles trouvaient ce bras de fer trop dur, quand elles avaient froid, je leur disais de tenir bon, de ne jamais baisser les bras. J'étais sûre qu'on allait finir par gagner et on a gagné. Là c'est pareil"*. La nouvelle députée a promis de s'intéresser à la situation des femmes de ménage du palais Bourbon.

## REFUS DE SÉJOUR DÉLIVRÉS POUR LES ÉTRANGERS VENUS D'UKRAINE

Mis en place dès mars, la directive européenne stipule que seuls ceux ne pouvant pas rentrer dans leur pays "dans des conditions sûres et durables" doivent être pris en charge au même titre que les ressortissants ukrainiens. *"Pour les autorités, le pays de nationalité de ces personnes n'est pas en guerre donc elles ne risquent rien si elles sont renvoyées chez elles"*. Ils ne courent aucun danger pouvant justifier une protection. Contrairement aux personnes de nationalité ukrainienne, les étrangers résidents en Ukraine ne bénéficient pas des mêmes droits sur le sol français. Quand les premiers ont obtenu à leur arrivée dans l'Hexagone une protection temporaire de six mois renouvelable, les autres se sont vus notifier une protection d'un mois seulement. Telle étudiante est reçue début mai par la préfecture des Yvelines. *"Lors de mon rendez-vous à la préfecture, je n'ai même pas pu faire ma demande de titre de séjour. L'agent ne m'a posé aucune question. Elle a seulement pris mon passeport algérien et mon certificat de scolarité ukrainien. Quelques minutes plus tard, elle est revenue avec un document disant que je devais partir de France dans un délai maximum de 30 jours"*. Comme elle a été acceptée à la faculté de Bordeaux et celle de Lyon pour continuer ses études. Alors qu'elle pense demander un titre de séjour. Mais les autorités ne veulent rien savoir, et elle est notifiée d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF). Elle a 30 jours pour rentrer dans son pays par ses propres moyens, avant de basculer dans l'illégalité. Un Ivoirien de 27 ans a quitté Dnipro, au centre de l'Ukraine, où il étudiait depuis trois ans les relations internationales. Il avait été admis dans un programme de Sciences Po Grenoble pour reprendre ses études à la rentrée. Le 23 mai 2022, le préfet de la région lui délivre une OQTF. Dans son arrêté, le préfet souligne que *"l'intéressé ne justifie ni d'une vie privée et familiale ancrée dans la durée en France, ni d'une insertion quelconque dans la société française"*. *"Pour bénéficier d'un visa étudiant, il faut faire la demande dans son pays d'origine. On va donc leur dire de rentrer chez eux pour avoir le droit d'étudier en France, c'est aberrant"*, explique la Cimade. C'est en effet ce que la préfecture a répondu à Nissia. *"L'agent m'a dit de retourner en Algérie, et de demander un visa étudiant là-bas"*. Et pour la demande d'asile, peu de chance aussi que cela aboutisse. *"Pour ces personnes, l'Ofpra ne regardera pas la situation en Ukraine mais celle dans les pays de nationalité, et je crains que beaucoup d'entre elles verront leur dossier débouté"*. Le dernier espoir des étudiants étrangers venus d'Ukraine réside dans les recours au tribunal administratif. Là encore, le responsable de la Cimade se montre peu optimiste et pense que ces actions en justice ne donneront pas des décisions favorables, au regard du droit français. Ces étudiants, dont le nombre en France s'élève à environ **un millier**, cherchent donc des alternatives pour ne pas être renvoyés.

La plupart ont tout quitté pour poursuivre leurs études sur un autre continent, n'ont plus de liens avec leur pays et n'envisagent pas de devoir tout recommencer à zéro en rentrant chez eux. Certains cherchent donc à rallier d'autres États de l'Union européenne, aux **méthodes plus souples**. C'est le cas notamment de l'**Espagne ou du Portugal**. Ces deux pays ont choisi de traiter de la même manière toutes les personnes ayant fui l'Ukraine en leur accordant la même protection, qu'ils soit Ukrainiens ou étudiants étrangers. L'Algérienne continue de suivre ses cours en ligne et passe même ses examens à distance. Des camarades de classe réfugiés aux Pays-Bas lui conseillent de les rejoindre. **"Ils me disent qu'ils peuvent travailler légalement ou reprendre les études. Mais je ne suis pas encore prête. Je pensais que ce serait plus simple en France car je parle la langue et j'ai des proches ici. Je suis tellement déçue par ce pays qui prône la fraternité mais qui n'en applique pas les principes"**.

## **BOULOGNE-SUR-MER**

Un jeune Irakien de 19 ans a été condamné à deux ans de prison ferme par le tribunal de Boulogne-sur-Mer lundi 20 juin 2022. Il avait, quelques jours plus tôt, transporté 39 migrants à bord d'une fourgonnette. Maintenu en détention depuis son arrestation, il fait aussi l'objet d'une interdiction du territoire français pendant trois ans. Lundi 13 juin 2022, des agents de la Police aux frontières (PAF) repèrent le véhicule roulant à faible allure sur l'autoroute A16, au niveau de la sortie de l'Eurotunnel. Ils vont alors à sa rencontre et lui ordonnent de s'arrêter. Mais le conducteur n'obtempère pas. Les policiers se mettent à sa hauteur, et voient que le chauffeur *"a les yeux cachés par une main d'une personne se trouvant à l'arrière, ce qui lui fait faire des embardées"*. La fourgonnette sort ensuite à Ambleteuse et prend la direction de Bazinghen. Les agents appellent des renforts et finissent par arrêter le véhicule dans sa course. L'irakien est interpellé. Quand ils ouvrent les portes du véhicule de 3,50 m de long et 1,80 m de large, les forces de l'ordre découvrent à l'intérieur 39 migrants. D'après l'exilé irakien, c'est un passeur qui lui a demandé de conduire, en échange de son passage vers le Royaume-Uni. Il justifie son refus d'obtempérer par la présence de ce même passeur derrière lui dans la fourgonnette, qui lui donnait des coups pour qu'il ne s'arrête pas.

## **NICE**

Vers 2h du matin dans la nuit de mardi 14 à mercredi 15 juin 2022, un fourgon transportant plusieurs migrants a forcé un barrage dans la commune de Sospel, située près de la frontière franco-italienne, dans la vallée de la Roya. Une course-poursuite s'est alors engagée sur 40 km jusqu'à Nice. Dans la commune de Cantaron, la camionnette a été ralentie par un autre automobiliste, selon le procureur de la République de Nice. *"L'un des fonctionnaires de police positionné face au véhicule en fuite aurait mis pied à terre et sorti son arme de service"*, puis *"la camionnette aurait accéléré en direction du véhicule de police"*. Le policier aurait alors tiré à quatre reprises sur la camionnette, avant qu'elle ne reprenne la fuite. La camionnette est finalement retrouvée abandonnée à une petite vingtaine de kilomètres de là, quartier des Moulins, à Nice. Deux impacts de balles ont été découverts sur la carrosserie, au niveau du feu avant et du pneu avant. À bord du véhicule, cinq personnes en situation irrégulière ont été découvertes, dont une blessée par balle à la tête. La victime, en urgence vitale absolue, est un Égyptien de 35 ans. Il a été transporté à l'hôpital Pasteur. Il *"est décédé hier (mercredi 15 juin 2022) en début de soirée"*, a indiqué la procureur de la République adjointe de Nice Deux enquêtes ont été ouvertes : la première pour *"entrée et circulation en France d'étrangers en situation irrégulière dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine ; refus d'obtempérer aggravé ; tentative d'homicide sur personne depositaire de l'autorité publique"*. Une seconde, confiée à la police des polices - l'IGPN - pour *"violence volontaire ayant entraîné la mort sans intention de la donner"*. Le maire de la ville, Christian Estrosi, a apporté son soutien aux forces de l'ordre. *"Je déplore bien évidemment les blessures occasionnées dans le fourgon mais elles sont le résultat d'un acte criminel auquel il était*

*nécessaire de mettre un terme pour la sécurité de nos policiers et gendarmes afin d'éviter d'autres drames".*

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/nice-deux-migrants-blesses-par-balles-dans-le-quartier-des-moulins-1655274495>

## PARIS

Lundi 13 juin 2022, **7 interpellations** ont été réalisées dans le cadre d'une enquête ouverte en mars 2022 pour "*traite d'êtres humains en vue de commettre des vols en bande organisée*", pour "*trafic de stupéfiants et de produits psychotropes*", ainsi que pour "*provocation de mineurs à l'usage de stupéfiants*". Ces hommes sont soupçonnés d'avoir exploité des mineurs étrangers non accompagnés (MNA) en leur fournissant des psychotropes tels que du Rivotril (un puissant antiépileptique ayant pour effet de désinhiber), pour les inciter ensuite à commettre des vols. Quatre d'entre eux ont été interpellés dans le quartier du Trocadéro à Paris et trois autres dans deux centres de rétention administrative (CRA). Selon un rapport parlementaire de mars 2021 se fondant sur les 2 000 à 3 000 MNA recensés en septembre 2020 par le ministère de la Justice, 10% d'entre eux sont tombés dans la délinquance. L'étude indiquait que 75% sont originaires du Maghreb, essentiellement Algériens et Marocains, plus marginalement Libyens ou Ivoiriens.

Chaque soir, avec l'aide de l'association Utopia 56, une centaine de familles déployaient des tentes sur un bout de trottoir et les rangeaient le lendemain matin. Originaires de Côte d'Ivoire, du Mali ou de Guinée, beaucoup d'entre elles ont été déboutées de leur demande de protection ou attendent la réponse à leur recours déposé auprès de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Les forces de l'ordre ont mis fin mardi 14 juin 2022 au petit matin à ce rituel. "*Des policiers sont venus sur le campement installé la veille à la frontière entre Bagnolet et Montreuil et ont dit aux personnes présentes de partir. Les familles ont quitté les lieux, laissant les tentes sur place*". Ce jour-là, pendant que leurs maris étaient partis travailler, une partie **des femmes** se sont rendues, de leur propre initiative, sur la **place de l'Hôtel de ville**, en plein centre de la capitale. Elles ont passé la journée devant les bureaux des élus de la mairie de Paris pour **réclamer un logement décent**. La Ville dit avoir passé des heures à chercher des solutions avec l'État. "*C'est à (l'État) d'assumer ses responsabilités car l'hébergement [des migrants] relève de ses compétences*", affirme l'adjoint chargé de l'hébergement d'urgence et de la protection des réfugiés à la mairie de Paris. "*Mais ayant constaté que l'État a sciemment refusé de les prendre en charge, on s'est substitué à lui*". Dans la soirée du 14 juin 2022, la mairie a en effet mis à la disposition des exilés un **gymnase municipal du 12e arrondissement**. Au total, **140 personnes ont été hébergées**, parmi lesquelles 62 femmes dont 27 enceintes ainsi que des dizaines de bébés et d'enfants de moins de 10 ans. Certains maris ont pu les rejoindre dans la structure un peu plus tard. À la mairie de Paris, on ne décolère pas. Avant de trouver une solution, les élus ont demandé aux autorités de loger ces familles africaines dans le centre de la porte de Versailles, géré par l'État et **réservé aux déplacés ukrainiens**. Le hangar, qui dispose d'environ 600 places, est quasiment vide. Mais **les autorités ont catégoriquement refusé cette alternative**. La préfecture d'Île-de-France a indiqué que l'espace "Escale Versailles" est "*un espace de transit à la nuitée*" qui "*n'est pas adapté à la demande d'hébergement formulée par ces familles présentes devant la mairie de Paris*". Des arguments qui ne convainquent pas l'adjoint à la mairie de Paris. "*C'est complètement absurde, un gymnase n'est pas plus adapté qu'un hall dans un centre d'exposition*". "*Et c'est d'autant plus insupportable que des lieux existent avec des places disponibles. C'est bien de mobiliser des places pour les Ukrainiens mais quand ces structures sont vides, on peut les attribuer à des familles non-ukrainiennes. L'État a clairement pris la décision de laisser ces gens dormir dans la rue*".

Depuis le 13 avril 2022, un jeune Guinéen de 20 ans, est enfermé dans le centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes. Mercredi 15 juin 2022, un rassemblement a été

organisé par le Réseau éducation sans frontière (RESF) devant la mairie du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour réclamer sa libération afin qu'il reprenne ses études. Arrivé mineur en France début 2018, et après avoir obtenu un CAP en électricité, il est scolarisé en 1<sup>ère</sup> bac pro au lycée Gaston Bachelard, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. Il est en bonne voie d'intégration. Il bénéficie d'un contrat jeune majeur signé avec l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Cet accord permet à un mineur pris en charge par l'ASE de prolonger jusqu'à ses 21 ans les aides dont il bénéficie, telles que le soutien éducatif, financier et psychologique, et l'hébergement. Grâce à cet accord, il a été hébergé en Seine-Saint-Denis par l'association Aurore, mandatée par l'ASE pour héberger des jeunes, et était suivi par une éducatrice. Orphelin, il n'avait laissé derrière lui, en Guinée, qu'une grande sœur qui l'avait pratiquement élevé. Le décès de cette dernière a ébranlé le jeune homme et lui a retiré le dernier lien qu'il avait avec son pays d'origine. "Après ça, il a décroché du lycée, La proviseure. Elle et toute l'équipe éducative le soutiennent. Ils lui ont proposé de redoubler, donc il a sa place en septembre. Ils lui ont même fait une attestation de scolarité pour l'année en cours". En février 2022, à la suite d'un contrôle de police, il a reçu une Obligation de quitter le territoire français (OQTF). *"On sait que c'est un jeune qui va se retrouver à la rue dans son pays d'origine"* Celle-ci a été contestée devant le Tribunal Administratif de Montreuil et le jugement n'a toujours pas été prononcé. Il était prévu que le jeune homme soit expulsé le 16 juin 2022 mais le vol a été annulé. *"Là, maintenant l'expulsion peut avoir lieu tous les jours mais si les autorités françaises le font, elles sont dans l'illégalité. L'article L722-7 du Ceseda dit qu'on ne peut pas expulser une personne dont le recours contre l'OQTF n'a pas encore été jugé"*. On observe, en France, un contexte *"de plus en plus hostile aux étrangers"*. *"On n'a jamais eu autant d'OQTF pour des jeunes majeurs qu'en 2021-2022"*, *"on s'attend à une aggravation de la situation des mineurs et jeunes majeurs"*. *"on s'attend à une aggravation de la situation des mineurs et jeunes majeurs"*.

Mardi 21 juin 2022, alors que la fête de la musique bat son plein, une dizaine d'adolescents, tentes et couvertures sous le bras, viennent rejoindre la quarantaine de jeunes installés depuis plusieurs jours dans ce campement, en proche banlieue parisienne. "Voilà l'hôtel Miami !", plaisante l'un d'eux en découvrant les lieux. La plupart de ces jeunes ont appris, quelques heures plus tôt, qu'ils ne seraient pas pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Le Dispositif d'évaluation des mineurs isolés étrangers (Demie), qui évalue l'âge des jeunes pour le département à Paris, ne les a pas reconnus mineurs et, dans l'attente de leur recours en justice, ils n'ont pas d'hébergement. *"Il n'y a ni eau, ni électricité dans le camp"*, les toilettes les plus proches sont à 20 minutes de marche et il faut prendre le métro pour espérer pouvoir manger et se laver. *"On ne mange qu'une fois par jour. Et pour manger, c'est tout un voyage. C'est tellement loin que, quand tu reviens ici après avoir mangé, tu as de nouveau faim"*. Sur le campement, trois bénévoles d'Utopia 56 aident les jeunes à monter leurs tentes et les rassurent comme elles peuvent. *"Le premier soir est un choc, ils sont encore très marqués par ce qu'ils ont vécu pendant leur voyage et, là, ils réalisent qu'ils sont tous seuls"*. Chaque jour, du lundi au vendredi, des bénévoles de l'association se postent à l'extérieur de la structure pour proposer leur aide aux mineurs étrangers qui viennent de se voir refuser une prise en charge. *"Vous avez bien compris ce que l'on vous a dit ? Vous avez compris que vous pouvez faire un recours ?"*, demandent-ils aux jeunes qui sortent du bâtiment le visage grave. En plus du courrier qui liste les raisons du refus de les reconnaître mineurs, les jeunes se voient remettre un plan du métro parisien et des indications pour se rendre au tribunal, porte de Clichy, où des avocats peuvent les aider à entamer un recours en justice. *"Les jeunes ne connaissent personne et les services de domiciliation sont réservés aux adultes. Ils doivent compter sur les membres de leur communauté en France pour se faire envoyer des documents"*. Arrivé en France en février, un jeune homme de 17 ans attend toujours la réponse de son recours en justice. Après plus de quatre mois sans hébergement, il sait bien que le temps passe et que ses chances d'être pris en charge s'amenuisent. *"Dans quelques mois, je serai majeur et ça m'inquiète beaucoup."*

## TOULOUSE

Voici une proposition venant de Toulouse : **Puisque nous avons une nouvelle Assemblée nationale**, il nous semble important de suggérer à nos députés, dès le début de leur mandat, de se saisir de cette question du traitement des migrants et du respect de leur dignité. Nous vous suggérons d'écrire un mail au député de votre circonscription (son adresse doit être disponible sur le site de l'Assemblée) et de nous mettre en copie, en exprimant librement votre préoccupation.

## MANCHE

### LES TENTATIVES DE TRAVERSÉES EN FORTE HAUSSE, MALGRÉ LA MILITARISATION DE LA FRONTIÈRE

Au premier trimestre 2022, les tentatives de traversées du détroit franco-britannique ont augmenté de 68% par rapport à la même période, en 2021. Des chiffres qui illustrent l'échec de la politique menée à la frontière par Londres et Paris.

Les tentatives de traversées clandestines de la Manche par des migrants voulant rejoindre l'Angleterre ont explosé au premier semestre 2022. Entre le 1er janvier et le 13 juin 2022, "777 événements de traversées et tentatives de traversées en small boats impliquant 20 132 candidats (+68% par rapport à la même période en 2021) ont été recensés", selon le ministère français de l'Intérieur. En 2021, ces tentatives de traversées généralement par bateaux pneumatiques au départ du littoral nord entre Calais et Dunkerque avaient atteint un "record", avec 52.000 personnes l'ayant tentée et 28 000 migrants l'ayant réussie, selon les données communiquées en janvier 2022. *"Il est à noter que le taux de mises en échec est en hausse constante avec 61,39% des traversées maritimes empêchées par les forces de sécurité intérieure françaises (+4,2 points par rapport au taux de 2021) et 10.090 individus (+65%) interpellés depuis le début de l'année"*, a également souligné lundi le ministère de l'Intérieur.

Ces traversées par la mer sont devenues une source régulière de tensions entre Paris et Londres, qui pour empêcher les traversées de migrants ont depuis quelques années déployer des moyens conséquents à la frontière. D'abord aux abords de l'Eurotunnel, en y multipliant les effectifs policiers. Ultra surveillé, ce passage est devenu quasiment inaccessible pour les candidats à l'exil, qui se tournent vers la mer. Une voie, elle aussi, de plus en plus militarisée. Des caméras, financées par les britanniques vont bientôt être installées sur le littoral français qui s'étend sur plus de 130 km du Dunkerquois à la baie de Somme. Équipées de "quatre têtes", ces caméras seront *"plus perfectionnées que celles existant sur la commune"*, a déclaré la maire de Wissant. Dans cette ville, située à une vingtaine km de Calais, *"14 caméras doivent être installées"*. Fin novembre 2021, le ministre français de l'Intérieur avait également annoncé le déploiement d'équipements ultra-modernes pour tenter de faire baisser les chiffres des départs dans la Manche. Au cours de l'année 2022, 100 véhicules, *"dotés de moyens de surveillance et de détection perfectionnés"* seront livrés par le Royaume-Uni à la France pour sillonner la côte, écrivait le ministère dans un communiqué. À cela s'ajouteront *"300 lampes, 160 projecteurs d'éclairage tactique, des moyens d'interceptions et de communication, mais aussi des effets d'habillement"*. Par ailleurs, Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, a déployé fin 2021 un avion pour patrouiller jour et nuit au-dessus de la Manche, et ainsi aider à repérer les canots de fortune qui tentent la traversée. Mais tous les moyens déployés, et les nombreuses rencontres entre Paris et Londres dédiées à la lutte contre l'immigration clandestine, ne découragent pas les exilés. Attirés par le Royaume-Uni, et poussés par le parcellement dont ils sont victimes dans le nord de la France - d'après les associations sur place - ils sont toujours plus nombreux à prendre la mer dans un petit canot, direction le littoral britannique.

Malgré la dangerosité de cette route. En 2021, selon la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord, 30 personnes y ont perdu la vie, et quatre sont toujours portées disparues.

## MÉDITERRANÉE

### ACCÉLÉRER L'ÉVACUATION DES EXILÉS EN LIBYE

Pour fuir définitivement la violence qui leur est infligée, les migrants disposent d'une solution : les vols de rapatriement organisés par les Nations unies. Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) propose pour sa part des vols humanitaires et de réinstallation à destination de pays européens ou du Canada. Des évacuations sont également planifiées dans des pays transit comme le Niger et le Rwanda, qui permettent la mise à l'abri *"des demandeurs d'asile et des réfugiés les plus vulnérables qui courent un risque imminent en Libye"*, explique la porte-parole du HCR en Libye. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) organise, elle, des vols dits "de retour volontaire" dans le pays d'origine. Entre deux et trois avions quittent la Libye toutes les semaines pour les pays d'origine des migrants, d'après l'agence. Depuis le début de l'année, 5 100 personnes sont rentrées chez elle de cette manière. Ces programmes, en théorie salutaires pour les migrants en danger en Libye, sont en réalité, très peu accessibles. C'est ce que déplore dans son dernier rapport Médecins sans frontières (MSF). Intitulé "Out of Libya", le document dénonce la "faiblesse" de ces mécanismes de protection, et en premier lieu le caractère beaucoup trop sélectif de ces programmes. Seules neuf nationalités sont, à ce jour, éligibles à un enregistrement pour un vol auprès du HCR. Et le dossier d'inscription n'est accessible qu'à Tripoli. Des conditions qui excluent une très grande partie des migrants installés en Libye. En 2021, *"seules 1 662 personnes ont pu quitter la Libye via les mécanismes de réinstallation du HCR sur environ 40 000 personnes inscrites"*, indique MSF. En cinq ans, l'organisation onusienne a évacué ou réinstallé près de 8 000 réfugiés et demandeurs d'asile hors de Libye, la plupart au Niger ou au Rwanda. Un peu plus de 960 personnes ont été admises en Italie. Le chef de mission HCR indique : *"Tripoli n'est pas signataire de la Convention de Genève et considère les réfugiés sur son sol comme des migrants illégaux. C'est pourquoi ils ne nous autorisent pas à inclure dans nos programmes plus que les neuf nationalités qu'ils considèrent comme 'vulnérables'"*. Ainsi, seuls les ressortissants palestiniens, yéménites, syriens, somaliens, érythréens ou soudanais ont une chance d'embarquer un jour dans les avions humanitaires ou de réinstallation. *"le HCR procède, à titre exceptionnel, à l'enregistrement d'un nombre très limité de réfugiés d'autres nationalités lorsqu'il s'avère que ceux-ci sont extrêmement vulnérables et exposés à des risques de violations accru. Le HCR continue de plaider pour que toutes les personnes demandant une protection internationale soient autorisées à s'enregistrer auprès de l'organisation en Libye"*. Contraint par les directives libyennes, le HCR l'est aussi par les pays d'accueil, pour la plupart européens. *"Nous plaidons auprès de ces États pour qu'ils augmentent leurs quotas, car c'est aussi à eux de faire le nécessaire, de donner un signal clair en ce sens. Mais depuis quelques mois, à cause de la guerre en Ukraine, la situation s'est compliquée"*. les pays européens se disent aujourd'hui "débordés" par l'afflux de déplacés ukrainiens. Jusqu'ici, seule la Suède a donné son feu vert au HCR pour la réinstallation de 350 personnes, sur les 1 000 places disponibles au total en Europe. Une attitude dénoncée également par MSF, qui exhorte les pays d'asile tiers à justement *"accroître le nombre de places"*. *"Nous pensons que les pays sûrs, notamment au sein de l'Union européenne, qui financent les gardes-côtes libyens et encouragent le retour forcé des migrants vers la Libye ont, au contraire, le devoir de faciliter la sortie et la protection, sur leur sol, de ces personnes victimes de violences"*. *"En Italie, un corridor humanitaire a déjà été ouvert et permet la sortie d'un certain nombre de personnes en situation de grande vulnérabilité et ayant besoin de protection, notamment des patients de MSF en Libye. Ce type de mécanisme doit pouvoir être*

*dupliqué dans d'autres pays sûrs".*

Les conditions météorologiques s'améliorent, les traversées des migrants, vers l'Europe se multiplient. Les bateaux sauvant des vies en méditerranée ou empêchant que les migrants retournent en Libye, se multiplient. Les militants redoutent que *"la crise humanitaire en Méditerranée centrale"* ne s'aggrave au cours de l'été, *"quand de meilleures conditions météorologiques conduisent à davantage de tentatives de traversées périlleuses"* vers l'Europe. En attente d'un port sûr pour débarquer. En méditerranée centrale, au 20 juin 2022, plus de 800 personnes, sur des bateaux humanitaires, sont en attente de débarquer dans un port sûr.

**L'Aita Mari** a porté assistance à 11 personnes *"à la dérive dans une embarcation précaire"*, lundi 13 juin 2022. L'Aita Mari, affrété par le collectif espagnol Maydayterraneo, a secouru, lors de deux opérations, un total de 28 personnes originaires du Maroc, du Bangladesh, d'Érythrée, d'Éthiopie et de Somalie. Parmi eux se trouvent huit mineurs. Mardi 14 juin 2022, 17 exilés ont été pris en charge par l'équipage. Ils ont été récupérés en pleine mer alors qu'ils tentaient d'échapper aux autorités libyennes. Ils *"avaient sauté à l'eau pour éviter d'être renvoyés par un patrouilleur libyen vers un lieu de guerre"*. Parmi eux, se trouve un adolescent de 15 ans qui est maintenant soigné à bord du navire. Les 86 personnes restantes ont été interceptées par les garde-côtes libyens et renvoyées en Libye. Le navire a secouru 68 personnes lors de trois opérations au large de la Libye. Dans la nuit de mercredi 15 à jeudi 16 juin 2022, le navire du collectif espagnol Maydayterraneo a porté assistance à 40 migrants en détresse. Les naufragés ont été repérés par les sauveteurs grâce à la lumière de l'écran d'un téléphone portable ainsi que par les pleurs des six enfants qui se trouvaient à bord du canot. Les rescapés secourus – respectivement 19 et 110 personnes - ont pu débarquer à Lampedusa et à Augusta, en Sicile. *"Lors du dernier sauvetage, il y avait de nombreux enfants entre 14 et 16 ans qui avaient passé de nombreuses heures en plein soleil sans eau ni nourriture. Toutes les personnes secourues racontent des histoires de véritable terreur de leur temps en Libye"*. Le navire est désormais en route pour le port espagnol de Borriana, pour que l'équipage puisse se reposer et effectuer quelques travaux. L'équipage *"espère pouvoir repartir après l'été"*.

### **Louise Michel**

Les équipes du Louise Michel, bateau affrété par l'artiste britannique Banksy, a secouru Samedi 18 juin 2022, 52 personnes, alors qu'elles dérivait en mer depuis trois jours. L'alerte avait été donnée par la plateforme Alarm phone. Vendredi 17 juin 2022, enfin, 17 personnes qui avait pris place à bord *"d'un bateau qui n'était pas en état de naviguer"* ont pu être secourues in extremis par le Louise Michel, juste avant l'intervention des garde-côtes libyens. Ces derniers avaient *"probablement été alertés par un drone Frontex, [qui volait] sur place"*, indique l'équipage. Dans la nuit du 17 au 18 juin, les 96 autres passagers d'une embarcation ont été prises en charge *"en toute sécurité"*. Il a procédé, dimanche 19 juin 2022, au transfert de ses 165 occupants sur le Sea Watch 4, *"un navire beaucoup plus grand et mieux équipé pour prendre soin de tant de personnes"*. Il avait pourtant demandé assistance à plusieurs reprises aux autorités italiennes et maltaises. En vain. Le Louise Michel a été autorisé cette nuit du 28 juin 2022 à débarquer sur l'île italienne de Lampedusa. Depuis une opération de sauvetage effectuée le 24 juin, 59 personnes patientaient à bord.

### **Sea Eye 4**

Lundi 13 juin 2022, le Sea-Eye 4, de l'ONG allemande éponyme, a secouru 63 exilés *"en détresse en mer dans un canot pneumatique"* : sept femmes et 31 mineurs, dont un bébé. L'équipe médicale a apporté les premiers soins à des rescapés souffrant de *"déshydratation, mal de mer ou douleurs abdominales"*. L'équipage du Sea-Eye 4 a porté secours, mercredi 15 juin 2022, dans la matinée, à

un bateau en bois surchargé dans lequel se trouvaient 290 exilés, dont 19 mineurs. "De nombreux migrants se trouvaient au niveau du pont inférieur du bateau". Quelques heures plus tard, dans l'après-midi, le navire humanitaire a porté secours à un bateau gonflable sur lequel se trouvait 63 personnes, dont 13 mineurs. Puis, dans la soirée, le Sea-Eye 4 a secouru 76 migrants, après avoir été informé par la plateforme Alarm phone de la présence en mer de cette embarcation gonflable qui prenait l'eau. Selon l'équipage du navire humanitaire, de nombreux exilés à bord du canot souffraient de graves brûlures causées par le contact de la peau avec un mélange très corrosif d'eau de mer et de carburant. "Les personnes secourues souffrent également d'hypothermie, de déshydratation et d'épuisement grave". Au total, 492 migrants se trouvent donc sur le Sea-Eye 4.

#### Sea-Watch 4

En plus des 165 occupants du « Louise Michel », le bateau de l'ONG allemande éponyme a pris en charge, le même jour 19 juin 2022, les 96 personnes secourues par l'Aslihan. Le navire marchand avait accueilli les exilés à son bord la veille. Les naufragés avaient été repérés en détresse par l'avion de surveillance Seabird.

Avec ses 304 rescapés qui attendait en mer depuis plus d'une semaine à bord, le navire s'est vu attribuer dans la soirée du lundi 27 juin 2022 un port sûr, à Porto Empedocle, en Sicile. "*Nous sommes tellement soulagés que les rescapés puissent enfin débarquer après ce qu'ils ont vécu*". Neuf personnes avaient déjà dû être évacuées du navire ces derniers jours pour urgence médicale.

#### GeoBarents

Lundi 27 juin 2022, le navire humanitaire de Médecins sans frontières (MSF) est alerté par Alarm Phone de la présence d'un bateau en détresse dans la zone de recherche et sauvetage (SAR) libyenne. L'équipage, qui avait repris la mer ce week-end modifie alors sa trajectoire et se dirige le plus vite possible vers les lieux. "*Nous avons très peu d'informations : nous savions juste que nous devions trouver un bateau pneumatique blanc*". L'embarcation était partie de Libye. À bord, "*la majorité des personnes*" étaient d'origine camerounaise. Il y avait aussi des ressortissants maliens et ivoiriens. Au bout de trois heures de navigation, le Geo Barents parvient à localiser l'embarcation. "*Quand nous sommes arrivés sur place, nous avons tout de suite compris que c'était très grave. Il y avait beaucoup d'eau à l'intérieur du bateau, et aussi des personnes en mer. Nous n'avons pas eu le temps de leur parler, on leur a immédiatement donné des gilets de sauvetage.*" D'après les 71 rescapés - 52 hommes et 19 femmes - 22 personnes manquaient à l'appel. "*À l'intérieur de l'embarcation, deux femmes nous ont dit avoir perdu leurs enfants. Et une jeune fille, dont le petit frère s'était noyé, pleurait beaucoup.*" Un bébé qui ne respirait plus à l'arrivée du Geo Barents a été ranimé par l'équipage. Le nourrisson et sa mère ont été évacués quelques heures plus tard en hélicoptère vers Malte. Pendant le sauvetage, l'équipage de MSF a également vu flotter le corps d'une femme, le visage contre la surface de l'eau. "*On l'a pris avec nous et on a essayé de la sauver. Mais il était trop tard.*" Le navire attend désormais de se voir attribuer un port sûr pour débarquer les 71 rescapés, dont certains sont "*très faibles*". "*Au moins 15% des survivants souffrent de brûlures moyennes à graves et nécessitent un suivi supplémentaire*", a fait savoir le chef de l'équipe médicale MSF à bord. Tous sont "*traumatisés et très choqués*" par le naufrage.

#### Ocean Viking

Après trois opérations de sauvetage effectuées entre le 24 et le 27 juin 2022, 156 personnes se trouvent maintenant à bord de l'Ocean Viking de SOS Méditerranée. La dernière opération a permis de secourir 66 personnes qui se trouvaient à bord d'un bateau gonflable dans la zone de recherche et sauvetage (SAR) maltaise. Les personnes avaient passé au moins 48 heures en mer et montraient

des signes d'épuisement.

## Tunisie

Les corps de 12 personnes ont été repêchés dimanche au large des côtes sud-est de la Tunisie. Les cadavres, en état de décomposition avancée, ont été découverts près de la plage de Skhira, entre la ville de Sfax et de Zarzis. Selon les autorités, il s'agirait de migrants subsahariens qui tentaient d'atteindre l'Italie à bord de frêles embarcations, depuis les côtes libyennes. Les militants tunisiens craignent que la mer ne recrache d'autres dépouilles sur les plages de leur pays. En effet, un naufrage aurait eu lieu dans la zone ces derniers jours.

Samedi 18 juin 2022, les derniers demandeurs d'asile qui dormaient depuis des semaines devant le siège du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés pour obtenir un logement pérenne ont quitté les lieux. *"L'opération a été marquée par des actes d'évacuation forcée, des arrestations, des agressions verbales et physiques, et la dispersion de certains membres du groupe – dont des femmes et des mineurs - vers des lieux inconnus"*, selon le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES).

# UNION EUROPÉENNE

## BELGIQUE

En Belgique, plusieurs centaines de mineurs étrangers non accompagnés sont en attente d'un tuteur. Selon la loi belge, tout mineur étranger arrivant sans accompagnant sur le territoire national doit se voir désigner un tuteur pour pouvoir engager toute procédure administrative, notamment pour solliciter l'asile. Mais le pays manque d'accompagnateurs et une campagne de recrutement est en cours.

## ESPAGNE

Le corps d'un homme guinéen de 25 ans a été retrouvé, samedi 18 juin 2022, dans le fleuve Bidassoa, frontière naturelle entre la France et l'Espagne. Il était arrivé au Pays basque, depuis l'île de Lanzarote, dans l'archipel espagnol des Canaries, au mois de mai 2022. Les pompiers ont repêché le corps au niveau du pont international de Béhobie après avoir été prévenus vers 6h du matin et l'avoir confié aux autorités côté espagnol, à Irun. Le corps a ensuite été déposé sur la berge espagnole où il a été pris en charge par la garde civile espagnole. Selon elle, le corps se trouvait encore "en bon état" ce qui laisse supposer que la date de la mort est assez récente. Ce jeune homme est la dixième personne morte en tentant de franchir le fleuve pour atteindre la France en un an et demi. *"Je ne sais pas encore si c'est un migrant mais en tout cas les précédents corps retrouvés dans le fleuve étaient ceux de migrants"*, a indiqué le maire d'Urrugne, la commune française où se trouve le pont de Béhobie. *"Au moins 7 ou 8 personnes migrantes sont décédées ces derniers mois en tentant de traverser à la nage la Bidassoa"*, un fleuve *"qui est très dangereux avec des courants énormes"*. *"Cela fait des mois et des mois que l'on s'émeut de cette situation mais rien ne bouge. Au contraire, les contrôles à la frontière sont toujours plus renforcés et on se croirait en état de siège"*, qui regrette que *"des gens qui essaient d'aider ces migrants sans contrepartie, simplement au nom de la fraternité, sont parfois arrêtés"*. Dimanche midi 19 juin 2022, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés sur la place San Juan d'Irun pour rendre hommage au jeune exilé décédé. À cette occasion, le maire d'Irun, a dénoncé une *"hémorragie de jeunes vies perdues dans le fleuve Bidassoa"*. *"Ils se jettent à l'eau pour éviter les contrôles féroces aux frontières. Si tel est le problème nous devons trouver une solution"*. Pour l'ANAFé, *"les effectifs des autorités aux frontières intérieures françaises sont beaucoup plus importants, nous le voyons sur le*

terrain". Le dispositif mis en place au nom de la lutte contre le terrorisme "*engendre plutôt, dans les faits, la multiplication des contrôles discriminatoires, sur des personnes qui ont des droits*".

## ITALIE

Avec l'aide de l'association Caritas, le cimetière d'Armo, petite commune calabraise dans les montagnes du sud de l'Italie, inauguré vendredi 10 juin, a réservé une partie de son espace pour y creuser les **tombes de 45 migrants morts en mer**. Des pierres tombales ornent les sépultures, annotées des identités des défunts. Une volonté de redonner une dignité à ces personnes. "*Ce lieu doit être un signal fort donné aux institutions nationales et européennes : tout le monde a le droit de partir et nous avons tous le devoir de les accueillir*". La branche italienne de Caritas et l'Église catholique ont participé à son financement grâce à des dons, ainsi qu'à des activistes et bénévoles impliqués dans le sauvetage des migrants en Méditerranée.

Jeudi 16 juin, 12 embarcations ont accosté sur l'île avec, à leur bord, 481 personnes en tout. La veille, 17 embarcations avaient amené 698 exilés sur l'île. Au cours de la nuit du 14 au 15 juin, plus de 400 personnes sont également arrivées sur l'île. Déjà durant la journée du 14 juin, 59 personnes avaient atteint l'île à bord de plusieurs embarcations. Ces nombreuses arrivées ont porté, jeudi, à 1 623 le nombre de personnes hébergées dans le hotspot de l'île, qui dispose d'une capacité d'accueil de 350 places. 602 personnes ont pu être transférées dans la soirée sur un navire pour soulager la structure mais plus de 1 000 personnes s'y trouvaient toujours vendredi. Les départs des embarcations se font depuis les côtes libyennes et tunisiennes. Les Tunisiens représentent la majorité des personnes arrivant sur l'île mais les autorités italiennes ont également signalé de nombreuses arrivées d'Égyptiens, de Syriens et de Soudanais. Certains bateaux transportent également des personnes originaires d'Afrique de l'ouest. Mercredi soir notamment, 35 personnes, dont 9 femmes, sont arrivées sur l'île et ont déclaré être originaires du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, de la Gambie, de la Guinée, du Mali et du Cameroun. Depuis le 14 juin, l'île de Lampedusa a un nouveau maire. Le nouvel maire s'est rapidement prononcé sur la difficulté de l'accueil des migrants. Il a notamment plaidé pour un système de transit des exilés depuis l'île vers d'autres lieux d'accueil rapide et efficace. "*Lampedusa est situé au centre de la Méditerranée, c'est un radeau de survie. Notre tâche est de sauver les gens et de leur donner un premier accueil. Ce que nous demandons, c'est que le hotspot fonctionne comme un lieu de transit. Après le premier accueil, le mécanisme de transfert des migrants vers d'autres régions d'Italie ne doit jamais être bloqué, sinon nous ne pourrions pas gérer la situation*"

## FINLANDE

La Finlande a annoncé, le 6 juin 2022 qu'elle s'apprête à **construire de nouvelles barrières le long de sa frontière commune de 1 300 km avec la Russie**. Dans le contexte de la guerre en Ukraine et de sa candidature à l'Otan, elle craint que Moscou utilise à son tour la carte migratoire pour déstabiliser l'UE et envoyer des milliers de migrants se presser à la frontière finlandaise. "*Dans un cadre conflictuel comme la guerre en Ukraine actuellement, les migrations sont utilisées comme des moyens supplémentaires de déstabilisation*". Actuellement, les frontières du pays nordique sont sécurisées par de petites palissades en bois, destinées à empêcher le bétail de traverser. "*Ce que nous cherchons à construire maintenant, ce sont des clôtures robustes qui ont un effet de véritables barrières*", a expliqué, la directrice des Affaires légales des gardes-frontières, rappelant que l'essentiel de la frontière traverse des zones très peu peuplées. "*Selon toute vraisemblance, la clôture visera les endroits considérés comme les plus importants*". "*La Finlande en compte ce qu'il s'est passé en Biélorussie ou en Grèce ces dernières années et vit dans la projection de la même menace*". "*Ce que l'on apprend depuis quelques années, c'est que la question migratoire est facilement manipulable. On redoute que des hordes de personnes déferlent sur un pays. Mais rien n'atteste que cet afflux se produira à la frontière russo-finlandaise. Et puis, la Russie n'est pas une destination privilégiée pour les Moyen-orientaux. Il est donc très difficile de*

*prédire si cette menace sera effective".* Le projet du gouvernement finlandais vise aussi à concentrer les potentiels demandeurs d'asile à des points spécifiques de la frontière. Ces endroits considérés comme prioritaires seront définis "plus tard", de même que le budget du projet, a précisé le ministère de l'Intérieur.

## GRÈCE

Un incendie s'est déclaré tôt dans la matinée du 15 juin 2022, dans le camp d'Eleonas, situé dans la capitale grecque, où vivent plus de 1 100 personnes, dont un grand nombre de familles avec enfants en bas âge. Les flammes étaient quasiment sous contrôle à la mi-journée. Les deux blessés souffrent de problèmes respiratoires. Quatre ou cinq logements ont été détruits par le feu. *"Personne n'est pris en charge, on ne sait pas où ils vont dormir ce soir"*. Les causes de cet incendie ne sont pas encore connues. Selon les pompiers, il serait parti de l'intérieur du camp avant de se répandre dans les entrepôts aux alentours, détruisant plusieurs containers utilisés comme des logements.

Une Afghane de 27 ans accusée d'incendie volontaire avec intention de mettre en danger la vie d'autrui et de destruction de biens publics. La jeune femme encourt 10 ans de prison. En raison de l'absence des témoins, le procès a été ajourné. En février 2021, enceinte et mère de trois enfants, elle vit depuis un an et demi sous une tente dans le camp de Kara Tape à Lesbos. Elle a obtenu le statut de réfugié mais ne parvient pas à trouver un logement pour s'installer en Grèce. La famille a été sélectionnée pour une réinstallation en Allemagne. Mais étant à un stade avancé de sa grossesse, les médecins refusent qu'elle prenne l'avion. Lorsque l'Afghane apprend qu'elle ne fera finalement pas partie du groupe de personnes transférées vers l'Allemagne, elle sombre dans le désespoir. Désespérée, elle fait sortir ses deux filles de la tente - son mari et son fils ne se trouvaient pas à proximité de l'habitation à ce moment là - prend un briquet et met le feu à un tissu dans son abri de fortune. Elle s'allonge et attend la mort. Les résidents du camp se précipitent pour éteindre les flammes avec des bouteilles d'eau. Ils sont épaulés quelques minutes plus tard par des pompiers et des policiers. Selon son avocat l'incendie "était petit et s'est éteint rapidement". M.M est cependant grièvement blessée et transportée à l'hôpital. Pour le juge d'instruction *"Elle regrette beaucoup son geste. Elle a des brûlures aux mains, aux pieds et à la tête"*. Pour le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), la tentative de suicide de la mère de famille est *"avant tout comme un acte de désespoir"* et *"un appel au secours"*. Mardi 21 juin, la veille du procès, Amnesty international a demandé l'abandon de toutes les charges retenues contre M.M. *"Quel est l'intérêt de criminaliser une réfugiée aussi vulnérable et désespérée qui s'est fait du mal à travers cette action ?"* Pour l'association HIAS Grèce, qui assure la défense de la jeune Afghane, *"la criminalisation d'un acte de désespoir devrait nous préoccuper particulièrement, non seulement en tant qu'avocat mais aussi en tant que citoyen"*. Elle a depuis été transférée avec son mari et ses enfants en Allemagne, où elle tente de reconstruire sa vie, une épée de Damoclès au-dessus de sa tête.

Mercredi 22 juin 2022, une patrouille de garde-côtes grecs repère un groupe de personnes sur un îlot rocheux inhabité (île de Barballas), près de l'île grecque de Lesbos. Sur place, 24 hommes et cinq femmes, tous Érythréens, attendent dans l'angoisse d'être secourus. Et plus particulièrement **une des exilées, qui venait tout juste d'accoucher d'un petit garçon**. Tous les naufragés, qui étaient partis de la Turquie voisine, ont été secourus et emmenés à Lesbos. La mère et le bébé sont "en bonne santé", et ont été hospitalisés sur l'île,

## PORTUGAL

Pour les agriculteurs, les travailleurs migrants sont moins chers et plus simples à trouver que de la main d'œuvre portugaise. Un mois de cueillette de baies est payé un peu plus de 200 € par mois. Les journées de travail semblent interminables pour les migrants dans des régions

d'Almeirim et d'Alentejo, dans le sud du Portugal. Et La demande de produits en provenant ne cesse de croître. Cet essor du secteur agricole offre parallèlement des opportunités aux trafiquants, qui recrutent et exploitent des migrants vulnérables. Le Portugal a commencé à s'attaquer au problème, mais le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) du Conseil de l'Europe, estime que le gouvernement doit en faire davantage. Entre 2016 et 2020, plus de 1 150 victimes de ces crimes ont été recensées au Portugal. En effet, toute personne recrutée et trompée pour être exploitée, que ce soit sexuellement, par le travail forcé, pour de la mendicité, sous la forme d'esclavage ou encore pour le prélèvement d'organes est considérée comme étant une victime de traite d'être humain. La majorité de ces victimes viennent d'Inde et presque toutes ont été exploitées au travail. Il ne s'agit là que des victimes connues, des personnes qui ont réussi à s'échapper ou qui ont osé se signaler. le Portugal est connu pour être un pays de "destination" mais aussi d'origine et de transit de personnes victimes de traite. Dans certains cas, les migrants sont victimes des trafiquants dans leur pays d'origine ou sur leur chemin vers le Portugal. D'autres personnes sont exposées à cette exploitation une fois arrivées au Portugal. Certaines personnes ne réalisent pas qu'elles sont exploitées, de par la barrière de la langue mais aussi le manque de connaissance de ses droits. Au Portugal, lorsqu'une personne est reconnue comme étant victime de traite d'êtres humains, elle est hébergée dans un refuge dans lequel, contrairement aux pratiques de nombreux autres pays, elle peut rester aussi longtemps qu'elle le souhaite. Dans ces centres, les victimes bénéficient d'un soutien psychologique et d'une aide pour accéder au marché du travail. En revanche, le système portugais actuel rend l'accès à une assistance juridique très compliquée aux sans-papiers. Il faut en effet remplir plusieurs conditions, dont celle d'être en situation régulière.

## **SLOVÉNIE**

Le Premier ministre a annoncé, mercredi 15 juin 2022, que la Slovaquie a décidé de **retirer la clôture** érigée en 2015, sur quelque 200 km, couvrant quasiment un tiers du tracé frontalier avec son voisin croate. Comme promis pendant la récente campagne des législatives, en avril dernier, le mur va être démantelé "*d'ici à fin juin*", "*pour des raisons humanitaires et parce qu'il a échoué à atteindre son objectif*". Le nombre d'arrivées illégales a augmenté depuis le début de l'année en Slovaquie, a précisé le Premier ministre. En outre, les organisations de défense des droits humains et la police ont averti que du fait de la présence de la barrière, de nombreux clandestins empruntent désormais des routes plus dangereuses pour pénétrer en Slovaquie, au péril de leur vie. En plus du démantèlement de la clôture, le nouveau Premier ministre a annoncé des mesures pour améliorer les centres d'accueil de demandeurs d'asile, qui sont, selon lui, dans un état "déplorable". Il a également indiqué qu'il souhaitait accélérer les procédures de traitement des dossiers des migrants originaires d'Ukraine ou contraints dans leur fuite à une éprouvante traversée de la Méditerranée. **Ces annonces dénotent avec les mesures mises en place dans plusieurs pays de l'Union européenne** (Grèce Pologne, Hongrie), qui visent à durcir les politiques migratoires. De nombreux États européens ont construit ces dernières années des barbelés à leurs frontières pour tenter de stopper les arrivées de migrants.

## **TCHÉQUIE**

Le pays manque de main d'œuvre et veut rapidement insérer les réfugiés ukrainiens sur le marché du travail. Contrairement à la Roumanie et la Hongrie, la République tchèque n'est pas considérée comme un pays de transit vers l'ouest de l'Europe par les réfugiés ukrainiens. Une fois arrivé dans le pays, nombreux sont ceux qui décident d'y rester. De son côté, Prague espère que ces réfugiés pourront en partie contribuer à atténuer la pénurie chronique de main-d'œuvre. Pour l'instant, leur impact reste limité. Avant la pandémie de coronavirus, la République tchèque a recruté pendant des années des travailleurs à l'étranger, notamment en Ukraine, pour faire face à la forte demande du marché. Cette course à la main d'œuvre a repris aussitôt les restrictions liées à la pandémie levées. Sous l'effet des bas salaires et de la faiblesse démographique, le taux de chômage

tchèque est depuis des années le plus bas de l'Union européenne. En avril dernier, il n'était officiellement que de 3,3 %. Quelque 360 000 postes étaient vacants pour 250 000 chômeurs. Avant le début de la guerre, près de 200 000 Ukrainiens vivaient et travaillaient dans le pays, sur une population d'un peu plus de 10,5 millions d'habitants. Depuis l'invasion russe, quelque 350 000 réfugiés sont arrivés dans le pays. Le gouvernement tchèque fait tout pour faciliter leur intégration par un accès sans entraves au marché du travail et aux prestations sociales. Toutefois, les analystes rappellent que les Ukrainiens ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport aux besoins immenses du marché du travail. *"Actuellement, ils pourraient tout au plus représenter environ 2 % de la population active"*, selon le Centre de recherche économique tchèque CERGE. *"Ce ne sont pas des chiffres qui peuvent changer de manière significative la situation de l'économie tchèque."* Selon l'Office tchèque de l'emploi, environ 50 000 réfugiés ukrainiens avaient trouvé un emploi à la mi-mai. Dans le même temps, d'après la Chambre de commerce tchèque, 10 % des hommes ukrainiens qui travaillaient dans le pays sont repartis en Ukraine pour combattre contre l'armée russe. *"Ces hommes étaient ici depuis des années. Ils étaient intégrés, bien qualifiés et étaient devenus des employés seniors de valeur"*. *"Désormais, nous devons essayer de les remplacer par des novices qui doivent apprendre la langue et être formés."* Or, selon la loi ukrainienne en temps de guerre, la plupart des hommes ukrainiens sont obligés de rester dans le pays pour résister à l'invasion russe. Ainsi, la plupart des réfugiés sont des femmes et des enfants. Et selon les experts, les femmes seront davantage exclues de certains secteurs, comme l'industrie et les nombreuses usines qui exigent encore un travail physique difficile. En revanche, d'autres secteurs de l'économie, comme les services, l'action sociale et la santé, pourraient profiter de ces nouvelles arrivées. Il en va de même pour les hôtels et les restaurants, qui ont beaucoup de mal à trouver du personnel sous les effets de la pandémie. Si en République tchèque les données sur ce secteur sont rares, des enquêtes menées dans des pays voisins confirment ce potentiel. En Pologne par exemple, 53 % des hôtels et restaurants disent recevoir des candidatures de travailleurs en provenance d'Ukraine. Les entreprises tchèques recherchent aussi désespérément à pourvoir des postes qualifiés. Le groupe bancaire Moneta mène par exemple une campagne visant à recruter des Ukrainiens pour son département informatique. Il est cependant probable que de nombreux réfugiés ne voient pas l'intérêt de passer par des processus de recrutement longs pour décrocher un emploi qualifié. Le temps de faire valider ses qualifications ukrainiennes ou encore d'atteindre un niveau avancé en tchèque peut sembler en décalage avec l'urgence de la situation. Les réfugiés *"recherchent davantage des emplois à court terme, car ils pensent qu'ils rentreront bientôt chez eux"*. *"Par conséquent, même s'ils ont des qualifications spécialisées, ils sont intéressés par les professions manuelles. Et comme il faut s'occuper des enfants, ils préfèrent les possibilités d'horaires de travail en équipe."* L'approche commence à changer à mesure que la guerre avance et que **la fin du conflit semble s'éloigner**. Il estime que les secteurs à la recherche d'employés qualifiés rencontreront plus de succès dans les mois à venir. *"Nous devons maintenant commencer l'intégration. Les réfugiés auront besoin d'un logement standard et d'une scolarité. Je ne suis pas sûr que le gouvernement soit prêt. Cela va devenir très difficile."* Les cours de langue et de meilleures solutions pour la garde des enfants font ainsi partie des défis que le pays doit relever. De plus, la population tchèque risque de bientôt manifester un certain mécontentement avec le ralentissement de l'économie et l'inflation. L'opinion potentiellement négative à l'égard des réfugiés et les sondages suggèrent déjà que peu de Tchèques voient d'un bon œil que les réfugiés ukrainiens puissent s'installer sur le long terme. *"Sans travail et sans école, la situation sociale et économique des réfugiés va empirer"*. *"La criminalité augmentera et les Tchèques pourraient devenir réticents à tolérer ou à financer cette situation."* Le risque pour l'économie tchèque est dans le chantier de reconstruction de l'Ukraine. Selon des enquêtes menées par la Chambre de commerce tchèque, un grand nombre d'Ukrainiens "qualifiés et intégrés" qui vivent et travaillent depuis longtemps en République tchèque déclarent que si un nouveau plan de reconstruction pour l'Ukraine est mis en œuvre après la guerre, ils rentreront chez eux pour y participer.

# ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

Pour la 10e année consécutive, le nombre de personnes déplacées dans le monde a augmenté. Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU fait ce constat alarmant : fin 2021 plus de 89 millions de personnes avaient dû quitter leur foyer sous la contrainte des guerres, des persécutions, des pénuries ou des violations des droits humains. Le rapport attire notamment l'attention sur les déplacements forcés des populations en Afghanistan.

Près de **six millions d'Afghans** ont été contraints de quitter leur foyer, selon un rapport du HCR. Après la **Syrie**, le **Venezuela**, l'Afghanistan est le troisième pourvoyeur de déplacés externes. Mais le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés s'inquiète aussi de la situation à l'intérieur du pays et appelle la communauté internationale à ne pas l'oublier. Pour la porte-parole de l'agence onusienne : *"Il y a plus de 3,5 millions d'Afghans qui sont déplacés à l'intérieur du pays avec là aussi des besoins humanitaires qui sont très pressants parce qu'une partie de cette population dépend des aides humanitaires, mais aussi fait face à des défis pour avoir un repas par jour. Donc il y a un vrai appel au niveau international pour ne pas oublier l'Afghanistan et ne pas oublier les réfugiés qui sont dans les pays voisins. Il faut là aussi travailler pour trouver des solutions."* Soutenir financièrement les pays voisins est essentiel de façon générale. Plus de 72% des déplacés restent dans les pays limitrophes du leur. Or, une très grande majorité de ces pays sont des États à faibles revenus. Mais les solutions passent aussi par la réinstallation des déplacés les plus fragiles dans des pays occidentaux. Le HCR estime à 1,4 million le nombre de déplacés ayant besoin d'une telle prise en charge.

Parmi les autres situations évoquées par le rapport de l'agence onusienne, il y a les nombreux déplacements liés à la guerre en Ukraine qui ont fait bondir le chiffre des **déplacés au-dessus de 100 millions dans le monde**. Mais il est aussi des situations très alarmantes comme celles du **Tigré** en Éthiopie, ou de la région du **Sahel**. Le HCR appelle la communauté internationale à s'attaquer aux causes de ces déplacements en mettant fin aux nombreux conflits armés en cours.

Les trois quarts des réfugiés soutenus par le Programme alimentaire mondiale (PAM) en Afrique de l'Est ont vu leurs **rations réduites de moitié**. Les plus touchés par cette baisse drastique des aides vivent en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan du sud où l'organisation a annoncé, le 14 juin 2022, devoir mettre un terme à l'assistance alimentaire délivrée à la population, faute de moyens. En Afrique de l'Ouest, la perturbation des aides est imminente, a expliqué l'organisation. Sans donner de chiffre exact, le directeur exécutif de l'agence onusienne, a annoncé une réduction "significative" des rations. Les réfugiés burkinabés, nigériens, mauritaniens ou encore maliens seront notamment concernés. La guerre en Ukraine a aggravé la crise mondiale en créant 6 millions de réfugiés supplémentaires, mais aussi en faisant grimper les prix des produits de base, en particulier les céréales. Le secrétaire général de l'ONU, estime que la guerre pourrait *"faire basculer des dizaines de millions de personnes dans l'insécurité alimentaire"*.

# EUROPE

## BALKANS

Lundi 13 juin 2022, Frontex indique "En mai 2022, le nombre de migrants irréguliers détectés depuis les pays des Balkans occidentaux a plus que doublé pour atteindre 12 088" . Entre janvier et mai 2022, l'agence européenne de surveillance des frontières a enregistré au total 40 675 traversées illégales via cette région, soit près de trois fois le chiffre de la même période l'année 2021. La route des **Balkans occidentaux** (Bosnie-Herzégovine - Croatie) a ainsi représenté près de la **moitié du nombre total** des 86 420 franchissements illégaux des frontières de l'UE sur janvier-mai 2022. Ces chiffres ne comprennent pas les personnes ayant fui la guerre en Ukraine. De nombreux migrants choisissent d'emprunter la route des Balkans occidentaux pour entrer dans l'UE. Mais les conditions de vie y sont très difficiles, et les exilés subissent régulièrement les "pushbacks" violents des autorités.

## ROYAUME-UNI

C'est un revers majeur pour [le pacte migratoire qui unit Londres à Kigali](#). Après l'annulation, en raison de recours judiciaires, du premier vol censé expulser mardi 14 juin des migrants du Royaume-Uni vers le Rwanda, le gouvernement rwandais a affirmé mercredi qu'il n'était « pas découragé » et qu'il restait « engagé » dans ce partenariat.

Le premier vol, envoyant des migrants au Rwanda, qui devait décoller du Royaume-Uni à destination du Rwanda mardi soir 14 juin 2022, a été annulé à la suite d'une décision de dernière minute de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). La Cour, basée à Strasbourg, a estimé que l'expulsion de l'Irakien devait être repoussée jusqu'à ce que la justice britannique ait examiné la légalité du projet de loi, ce qui est prévu en juillet. Il s'agit en particulier de s'assurer que les migrants puissent avoir accès à des procédures équitables à Kigali et que le Rwanda soit considéré comme un pays sûr. "*Aucun réfugié ne sera expulsé vers le Rwanda ce soir. Voilà à quoi ressemble le pouvoir du peuple. Vous êtes tous incroyables ! Ensemble nous pouvons combattre les lois anti-réfugiés et nous le ferons*", a tweeté l'ONG Refugee Action. Avec son projet d'envoyer des demandeurs d'asile arrivés clandestinement au Royaume-Uni à plus de 6 000 km de Londres, le gouvernement entend freiner les traversées illégales de la Manche, qui ne cessent d'augmenter malgré ses promesses répétées de contrôler l'immigration depuis le Brexit. Cette politique a été qualifiée d'« immorale » par les responsables de l'église anglicane et a suscité de fortes critiques de l'agence des Nations unies pour les réfugiés jusqu'au prince Charles, qui juge le projet « consternant », selon le *Times*. Face à ce revers cinglant, le gouvernement britannique s'est montré inflexible, envisageant même, selon le quotidien conservateur *The Telegraph*, de reconsidérer son adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme. « *On ne nous découragera pas de faire ce qu'il faut et de mettre en œuvre nos plans pour contrôler les frontières de notre pays* », a déclaré la ministre de l'Intérieur, ajoutant que l'équipe juridique du gouvernement *examine chaque décision prise sur ce vol*. « La préparation du prochain vol commence maintenant », a-t-elle ajouté. La ministre britannique des Affaires étrangères, a déclaré qu'elle ne pouvait pas chiffrer le coût du vol charter – estimé à plus de 288 000 euros – mais a insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un « bon rapport qualité-prix » pour réduire le coût à long terme de la migration irrégulière. "*Dernier billet annulé. PERSONNE NE PART AU RWANDA*", a tweeté avec enthousiasme l'association d'aide de soutien aux réfugiés Care4Calais. "*Le Rwanda se tient prêt à accueillir les migrants lorsqu'ils arriveront et à leur offrir sécurité et opportunités dans notre pays.*" Le gouvernement de Paul Kagame est régulièrement accusé par des ONG de réprimer la liberté d'expression, les critiques et l'opposition politique.

Depuis cette semaine, certains migrants doivent porter des **bracelets électroniques**, à l'image de prisonniers de droit commun. Cette mesure, faisant partie d'un projet-pilote d'une durée d'un an, peut être appliquée aux migrants visés par des procédures d'expulsion du pays et, plus largement, aux demandeurs d'asile qui arrivent à bord de petits bateaux à travers la Manche ou via des *"routes dangereuses et inutiles"*. Les appareils, équipés de GPS, doivent permettre de garder *"un contact permanent"* avec ceux qui les portent dans le but de *"suivre plus efficacement l'avancée de leur demande d'asile"*, pour le ministère de l'Intérieur. Ils doivent permettre aussi, voire surtout, de garder un œil sur leurs allées et venues pour éviter qu'ils ne disparaissent de la circulation. Les porteurs de bracelets devront pointer régulièrement dans un commissariat ou un centre dédié à l'immigration. Selon les autorités, un couvre-feu et une mise en détention ou des poursuites pourront être décrétés à l'encontre d'un migrant qui ne se plierait pas à ces règles. Le gouvernement britannique, déterminé à avoir les mains libres en matière d'immigration, a présenté mercredi 22 juin 2022 au Parlement un projet de loi "Bill of Rights" (déclaration des droits) permettant d'outrepasser cette juridiction veillant au respect de la Convention européenne des droits de l'Homme. Cette loi ferait en sorte que le gouvernement puisse **ignorer ce type d'injonctions provisoires de la CEDH**. Elle prévoit aussi de faciliter l'expulsion des condamnés étrangers, en limitant leur possibilité de faire prévaloir leur droit à la vie familiale sur la sécurité publique. *"Cette déclaration des droits renforcera notre fière tradition de liberté"*, a commenté le ministre de la Justice. *"Elle assurera un plus grand respect pour nos institutions démocratiques et protégera mieux le public tout en rétablissant une saine dose de bons sens dans le système judiciaire."* De nombreuses ONG ainsi que le Parti travailliste d'opposition ont décrié ce nouveau projet de législation. S'exprimant au nom du Labour, une députée a déploré *"un jour très sombre pour les victimes de crimes"* et a accusé le gouvernement, miné par les scandales, de vouloir *"dissimuler ses propres échecs"*. La section britannique d'Amnesty International y voit *"un énorme bond en arrière pour les droits des personnes ordinaires"* et Human Rights Watch un *"affaiblissement des droits de tout un chacun au Royaume-Uni (...) parce que le gouvernement n'aime pas les contrôles sur le pouvoir exécutif"*. Les mesures, toujours plus strictes, brandies par le gouvernement conservateur n'ont pour l'heure **pas d'effets dissuasifs sur les migrants** souhaitant rejoindre le pays.

<https://www.jeuneafrique.com/1354230/politique/annulation-du-vol-britannique-de-migrants-vers-le-rwanda-londres-et-kigali-inflexibles/>

## AFRIQUE

### ÉGYPTE

Le deuxième pays d'origine de des exilés qui arrivent en Italie, juste derrière le Bangladesh, ; est l'Égypte. Jusqu'à la fin du mois de mai 2022 elle était même la première nationalité représentée parmi les arrivants. Pourtant le chemin pour arriver jusqu'en Italie depuis les côtes égyptiennes est considérable : plus de 1 500 km séparent, par exemple, Alexandrie des îles italiennes de Lampedusa et de la Sicile. Malgré cela, sur la totalité des personnes débarquées en Italie cette année, 4 605 étaient bangladaises (16 %), et presque autant, 4 154, étaient égyptiennes (15 %). C'est près de trois fois plus qu'à la même période, il y a un an, lorsque 1 543 ressortissants du pays avaient été comptabilisés. Soit *"une augmentation spectaculaire"* des arrivées depuis l'Égypte, des mots même de la Commission européenne qui, versera 80 millions d'euros au gouvernement égyptien pour lutter contre les départs en mer depuis ses côtes. Sur cette somme, quelque 23 millions d'euros seront octroyés dès cette année pour financer *"l'équipement de surveillance des frontières maritimes"*. Les 57 millions d'euros restants seront versés l'année prochaine pour l'achat *"d'autres équipements à identifier"*, précise le document. La note ajoute qu'une augmentation des contrôles de la frontière égyptienne avec la Libye et le Soudan est aussi à

prévoir. L'exode de ces milliers d'Égyptiens pourraient bien s'inscrire dans la durée, tant les facteurs qui les poussent à partir semblent enracinés à la société égyptienne. Depuis plusieurs années déjà, le pays est englué dans une grave crise économique dont il peine à s'extirper. En 2016, soit deux ans après la prise de pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi, le Fonds monétaire internationale (FMI) a débloqué un premier prêt de sauvetage de 12 milliards de dollars. Le gouvernement s'était alors engagé à mettre en œuvre des mesures d'austérité d'un côté, et de l'autre, à encourager le développement d'une économie inclusive tirée par le secteur privé, nécessaire pour créer des emplois et réduire la pauvreté. Mais le taux de pauvreté a explosé. D'après les chiffres officiels, il s'élève aujourd'hui à 29,7 %. Soit deux points de plus qu'en 2015. La Banque mondiale, elle, est plus sévère. En 2019, elle estimait que 60 % de la population était très pauvre ou vulnérable. La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont porté le coup de grâce à cette situation économique déjà moribonde. Car avant l'offensive russe, l'Égypte était l'un des principaux clients de Kiev, qui lui fournissait près de 30 % de ses importations de blé. Les 60 % restants étaient assurés par la Russie. Cette situation de quasi-dépendance fait peser la menace d'une pénurie alimentaire dans le pays, dont les conséquences pour la population seraient désastreuses. Face à la raréfaction des importations et donc à l'augmentation des prix – le prix des denrées alimentaires a progressé de 17,5 % en février 2022 - il devient difficile pour le gouvernement de continuer à subventionner le pain "baladi", qui profite pourtant à 70 % de la population depuis des décennies. Déjà en 2020, les autorités avaient fait payer à la population leur mauvaise gestion économique. Pour maintenir le prix d'une miche de pain au niveau subventionné de 5 piastres, soit environ 0,0027 euros, le gouvernement a diminué le poids du pain. De 110 grammes en 2016, il est passé à 90 grammes en 2020. De 1988 à 2013, pour le même prix, les Égyptiens pouvaient s'offrir une miche à 130 grammes. *"Les autorités accusent constamment l'étranger d'être à l'origine de tous les maux que connaît le pays. Mais les Égyptiens se battent au quotidien depuis longtemps. De nombreux jeunes, qui ne parviennent pas à s'en sortir seuls, restent vivre avec leurs parents pour dépenser le moins possible. Alors, après plusieurs années sans améliorations, et face à une constellation de problèmes, logique qu'ils cherchent des opportunités ailleurs"*. Dans ce contexte, beaucoup se tournent vers le secteur informel pour travailler, plus facile d'accès certes, mais aussi plus précaire. Certains font aussi le choix de entrepreneuriat, un moyen rapide et plus simple, sur le papier, de gagner sa vie. *"Mais même pour monter sa propre entreprise, ultime recours de nombreuses personnes qui ne trouvent pas de travail, c'est compliqué. Il n'est pas rare de voir les militaires débarquer du jour au lendemain dans vos bureaux, et tout fermer, si vos activités ne leur conviennent pas"*. Les plus chanceux seront réprimandés. Les autres, jetés en prison. D'après Amnesty International, l'Égypte compte plus de 60 000 détenus politiques, dont "des militants pacifiques, des défenseurs des droits humains, des avocats, des universitaires et des journalistes détenus uniquement pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association". Le 27 avril 2022, le président égyptien a lâché du lest. Ce jour-là, plus de 3 200 détenus ont été remis en liberté, à l'occasion de l'anniversaire de la "libération du Sinaï", péninsule occupée de 1967 au 25 avril 1982 par Israël. Mais la grâce présidentielle ne résoudra pas huit ans de restrictions, de menaces, et de censure. Pour les Égyptiens en quête d'une vie meilleure, difficile d'imaginer un avenir dans l'Égypte du dirigeant qui, à la faveur d'une révision de la Constitution opérée en 2019, pourrait rester techniquement à la tête du pays jusqu'en 2030. *"Je crains que la migration ne soit devenue le destin inévitable de milliers d'Égyptiens, regrette le chercheur Hassan Abdel Rahman. Le rêve d'un avenir meilleur en Europe est devenu, pour beaucoup, leur principal objectif"*.

## MAROC

Entre le 17 et le 20 juin 2022, la Marine royale opérant en mer Méditerranée a secouru 105 personnes, principalement originaires d'Afrique subsaharienne. Parmi elles figurent 20 femmes et 11 enfants, retrouvés en détresse dans des embarcations, des kayaks et des jet-skis improvisés,

assurent des responsables militaires. Les rescapés ont reçu les premiers soins nécessaires à bord des navires des militaires. Ils ont ensuite été transportés vers les ports marocains les plus proches puis remis à la Gendarmerie royale pour les procédures habituelles.

Les sauvetages en mer sont réguliers au large des côtes du Maroc. Les informations officielles font état de 63 121 tentatives d'immigration déjouées dans le pays en 2021 et de 14 746 pour les trois premiers mois de 2022. Le Maroc souhaite devenir leader sur les questions d'immigration en Afrique et intensifie, depuis quelques années, sa lutte contre l'immigration irrégulière, en mer, mais aussi sur terre. Des passeurs et des trafiquants d'être humains sont régulièrement interpellés sur son sol. Le mois dernier, la police judiciaire marocaine a arrêté sept suspects - dont six ressortissants marocains et un ressortissant mauritanien vivant au Maroc - pour leur implication dans un réseau de migration irrégulière. L'année dernière, la police marocaine a démantelé au total 256 réseaux de trafic de migrants, et 52 au premier trimestre de cette année. Cette répression s'applique aussi aux exilés : en 2021, 12 231 migrants en situation irrégulière ont été arrêtés par les autorités. Des arrestations souvent violentes, dénoncées régulièrement par les associations et les migrants eux-mêmes. les arrestations de migrants se sont intensifiées ces derniers temps. Depuis la reprise des relations diplomatiques entre Madrid et Rabat, les autorités marocaines multiplient les opérations pour empêcher les traversées de l'Atlantique. Pour cela, elles arrêtent de plus en plus de migrants et les envoient dans le désert.

Activement recherché en Espagne, c'est à Casablanca, au Maroc, qu'un homme de 42 ans a été arrêté, dimanche 19 juin 2022, dans la soirée. Originaire du Nigéria, il a été interpellé pour son implication dans un réseau criminel dédié à l'émigration clandestine. Il est aussi accusé d'avoir exploiter sexuellement des exilées, en les soumettant à la prostitution. Les autorités marocaines de la région d'Oujda, dans le nord-est du pays recherchaient le détenu et l'accusaient d'avoir piraté le réseau d'un établissement bancaire en effectuant des virements fictifs vers cette entité, puis en retirant l'argent de ses succursales. Il était aussi soupçonné de possession de faux papiers d'identité. Les autorités espagnoles, de leur côté, avaient émis un mandat d'arrêt contre lui en avril 2022. Dans le royaume, les conditions de vie des exilées sont très difficiles. L'accès au logement et à l'emploi relève, pour les migrants, du parcours du combattant. Si certains parviennent à trouver du travail dans le secteur informel, la maigre rémunération qui en découle ne leur permet pas, bien souvent, de sortir de la précarité. Cette situation rend les exilés - et les femmes en particulier - très vulnérables aux trafics, y compris sexuels. Après la pandémie, qui a mis un coup d'arrêt à la plupart de ce genre d'emplois, beaucoup de femmes se sont retrouvées, encore davantage, dans la misère. Dans le royaume, *"la prostitution des migrantes, souvent des mères célibataires, est considérable. Mais elle reste cachée, on n'en parle pas"*. Sur le Vieux Continent, elles seraient entre 200 000 à 400 000, dont de nombreuses ressortissantes nigérianes, à vivre de la prostitution. Cette femme, originaire de Bénin City, dans le Sud du Nigeria, après son arrivée en Italie en 2016, avait écouté des passeurs lui dire qu'ils lui *"trouveraient un travail"*. *"Ils m'avaient assuré qu'il y avait beaucoup d'opportunités ici, mais ils n'avaient pas précisé que ce serait dans la rue"*.

A Laâyoune, au sud du Maroc, de nombreux migrants dans l'attente de pouvoir rejoindre les îles Canaries via l'océan Atlantique, dénoncent des arrestations violentes : *"La police débarque au milieu de la nuit, parfois vers 5h du matin, quand tout le monde est endormi. Ils frappent deux ou trois fois, et si personne n'ouvre, ils défoncent la porte et font sortir tout le monde, y compris les femmes et les enfants. Pour échapper à la police, certains sont prêts à prendre tous les risques : un ami s'est cassé le bras en sautant par la fenêtre."* Selon un militant au sein de l'association marocaine des droits humains (AMDH) qui suit la situation, ces arrestations de migrants sont illégales, *"car les policiers font irruption dans les domiciles sans disposer d'une décision de justice"*. Après leur arrestation, plusieurs migrants ont été enfermés pendant plusieurs jours dans un centre de rétention insalubre, en périphérie de Laâyoune. Certains ont été par la suite embarqués dans des bus et emmenés vers d'autres régions, souvent en plein désert, près de la

frontière avec l'Algérie. Plusieurs migrants que nous avons contactés évoquent l'existence de ces "auto-mafias" : il s'agit de contrebandiers qui transportent les candidats à l'immigration vers les villes points de passage, comme Laâyoune et Dakhla, dans le Sahara occidental. Les conducteurs sont des Marocains et des Sahraouis. Ils conduisent sur des pistes à travers le désert car s'ils empruntent la route ils se font repérer et arrêter par la police et les gendarmes. *"Depuis deux semaines, la police mène des opérations pratiquement toutes les nuits dans les quartiers où vivent migrants. Alors, pour éviter les arrestations, on quitte nos maisons à 17h tous les jours et on part se cacher dans des chantiers en dehors de la ville. On revient chez nous à 10h du matin pour dormir, prendre un peu de repos. Puis, à 17h, on recommence...C'est épuisant."* Les autorités marocaines n'ont pas communiqué le nombre des personnes arrêtées depuis le début de cette vague. L'AMDH, estime que plus de 1 000 migrants ont été arrêtés depuis le début du mois de juin.

"C'est du jamais vu." Les affrontements survenus entre les migrants et les forces de l'ordre marocaines samedi 18 juin 2022 ont été "particulièrement violents", selon les mots du responsable à la tête de l'association marocaine des droits humains (AMDH) à Nador. Ce jour-là, très tôt le matin, plusieurs groupes d'exilés s'étaient rassemblés dans la forêt de Gourougou, située à une vingtaine de kilomètres de Melilla. Ils prévoyaient ensuite de converger ensemble vers la clôture de l'enclave espagnole, pour passer de l'autre côté. Averties, les autorités se sont rendues sur place, à 5h du matin. Les violences entre les deux groupes ont immédiatement éclaté. Du côté des policiers, le bilan officiel fait état d'une centaine de blessés. Certains ont été transportés à l'hôpital El Hassani de Nador. Du côté des migrants, difficile de déterminer précisément le nombre de victimes. *"Ils ont très peur des représailles."* Ces personnes qui transitent par le royaume pour gagner l'Europe sont recluses dans la forêt de Gourougou, mais aussi dans les bois alentours de Bekoya et de Lakhmis Akdim. Des camps informels d'où viennent justement les personnes impliquées dans les affrontements du week-end dernier. Ces terrains en pleine nature sont, pour les candidats à l'exil, les seuls endroits accessibles, en attendant de pouvoir approcher Melilla. Ces personnes qui transitent par le royaume pour gagner l'Europe sont recluses dans la forêt de Gourougou, mais aussi dans les bois alentours de Bekoya et de Lakhmis Akdim. Des camps informels d'où viennent justement les personnes impliquées dans les affrontements du week-end dernier. Ces terrains en pleine nature sont, pour les candidats à l'exil, les seuls endroits accessibles, en attendant de pouvoir approcher Melilla. À cause des interpellations policières qui peuvent survenir à tout moment, *"il n'y a quasiment plus personne sur le Mont Gourougou en ce moment"*, Pour le militant, les *"attaques des autorités"* sont une conséquence, sur le terrain, des accords diplomatiques entre le Maroc et l'Espagne. Depuis que Madrid s'est aligné sur la position marocaine concernant le statut du Sahara occidental, et après plusieurs rencontres entre les ministres des deux pays, *"il y a encore plus d'interpellations, la répression est partout où les migrants veulent passer"*.

L'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont rappelé « la nécessité en toutes circonstances de prioriser la sécurité des migrants et des réfugiés, d'éviter un usage excessif de la force, ainsi que de respecter leurs droits fondamentaux ». Les deux agences onusiennes ont exprimé leur tristesse et leurs plus vives inquiétudes concernant ces vies perdues et le nombre de blessés. Près de 2.000 migrants ont tenté vendredi 24 juin 2022, d'entrer dans l'enclave espagnole sur le continent africain. Selon les médias, au moins 23 migrants d'origine africaine sont morts lors de cette tentative d'entrée dans l'enclave de Melilla, au nord du Maroc. Il s'agit du bilan le plus meurtrier jamais enregistré lors des nombreuses tentatives de migrants subsahariens de pénétrer à Melilla et dans l'autre enclave espagnole de Ceuta. Pour l'ONU, ces événements, d'une grande violence, soulignent plus que jamais l'importance de trouver des solutions durables pour les personnes en situation de déplacement dans l'esprit du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ainsi que du Pacte mondial pour les réfugiés. L'OIM et le HCR réitèrent ainsi leur appel auprès de la

communauté internationale, en s'appuyant sur le principe de responsabilité partagée, d'accroître l'accès aux voies alternatives sûres afin de prévenir des tentatives de passages dangereuses et réduire le risque de répétition de telles tragédies. Plusieurs ONG dont la principale organisation marocaine de défense des droits humains (Association marocaine des droits de l'homme) ont demandé samedi « l'ouverture d'une enquête rapide et transparente sur cette tragédie ».

« Il s'agit du plus grand nombre de décès enregistrés en un seul incident depuis de nombreuses années parmi les migrants qui tentaient de passer du Maroc à l'Europe via les enclaves espagnoles de Melilla et Ceuta », « Nous appelons les deux pays à garantir la tenue d'une enquête efficace et indépendante, première étape pour déterminer les circonstances dans lesquelles il y a eu des morts et des blessés ainsi que toutes les responsabilités éventuelles », a déclaré à Genève une porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. « des migrants ont été frappés à coups de matraque, de pied, de bousculade et de pierre par des agents marocains alors qu'ils tentaient d'escalader la clôture en fil de fer barbelé, haute de six à dix mètres, qui sépare le Maroc de Melilla ». « Nous demandons instamment aux gouvernements marocain et espagnol de mener des enquêtes rapides, approfondies, indépendantes, impartiales et transparentes sur ces décès et de déterminer les responsabilités correspondantes », ont indiqué dans un communiqué le Comité des Nations Unies sur les travailleurs migrants (CTM), relevant que « cette tragédie aurait pu être évitée si une approche globale fondée sur les droits avait été intégrée aux politiques frontalières ». « Nous sommes consternés par la mort de ces migrants qui avaient l'intention de franchir la frontière pour chercher une vie meilleure sur la base de leurs droits humains légitimes », « Sur la base des informations que nous avons recueillies, nous rappelons à tous les États que les migrants ne doivent être soumis à aucun traitement ou châtement cruel, inhumain ou dégradant » Les États ont obligation de garantir que « toutes les politiques et pratiques aux frontières respectent le droit à la vie, à la dignité, à la sécurité et à l'intégrité physique des migrants en toutes circonstances. Si la détention doit être « une mesure exceptionnelle de dernier recours », « le recours à la force publique en cas de détention doit également être proportionné et respecter, à tout moment, les droits humains des personnes dans le contexte de la migration »

## SÉNÉGAL

14 migrants sont morts dans un incendie qui s'est déclenché lundi 27 juin 2022 sur une pirogue dans la ville de Kafountine, en Casamance. Sur environ 140 personnes qui se trouvaient à bord de la pirogue, seules 90 d'entre elles ont survécu et ont pu être identifiées par les autorités locales. Les recherches vont se poursuivre mercredi pour tenter de retrouver les disparus. "Il y avait des Guinéens, des Nigériens, des Gambiens et des Sénégalais." L'incendie aurait été provoqué par une personne qui fumait à proximité du carburant. La gendarmerie a ouvert une enquête. Les sapeurs-pompiers, la gendarmerie et la marine se trouvaient à plusieurs dizaines de kilomètres du lieu du drame au moment de l'incendie. L'hôpital le plus proche, où ont été évacués les blessés graves, est situé à Ziguinchor, à plus de 100 km de la ville. On compte aussi *21 blessés dont quatre avec des brûlures au deuxième degré*, a précisé le chef infirmier de la ville. *"Ici, il n'y a pas de médecin, seulement des infirmiers. Et nous n'avons pas de morgue donc on doit inhumer les corps tout de suite". "Leur famille ne saura jamais s'ils sont morts ou pas, et cela se passe dans la commune. Nous sommes consternés".*

## TUNISIE

144 migrants ont été secourus mercredi 22 juin 2022 par la Marine tunisienne au sud-est du pays. Parmi les exilés, "figurent 109 personnes de différentes nationalités africaines". Dans le même temps, "six tentatives de traversées illégales" ont été déjouées. Si la distance qui sépare les côtes tunisiennes et italiennes n'est que d'une centaine de kilomètres, les traversées ne sont pas sans risques. Les exilés montent dans des embarcations précaires, la plupart du temps surchargées et en mauvais état.

## ASIE

### LIBAN

Connu pour sa modération et ses bonnes relations avec les pays occidentaux, le premier ministre Libanais n'a pas mâché ses mots lundi 20 juin 2022. Il a appelé "*la communauté internationale à coopérer avec le Liban pour rapatrier les déplacés syriens*", "*faute de quoi, Beyrouth prendra une décision qui n'est pas souhaitable pour les pays occidentaux, à savoir l'expulsion des Syriens*". "*Onze ans après le début de la crise syrienne, le Liban n'est plus en mesure de porter un tel fardeau*". Le ministre des Affaires sociales a évoqué le lancement, "*dans les prochains jours*", d'une initiative pour le retour des réfugiés syriens. Rappelant que le Liban "*respecte le principe de non-refoulement*", il a souligné que "*la situation n'est plus tenable*" pour le pays. En tête des mesures que le Liban compte adopter, figure la réactivation du "*processus de retour volontaire des déplacés syriens*". Suspendue l'année dernière, cette initiative mise en œuvre en coordination avec les autorités de Damas, mais mal vue par les pays occidentaux, avait permis le rapatriement de plusieurs milliers de ressortissants syriens.

## A VOIR – A LIRE

### Témoignage

Né à **Kinshasa**, en République démocratique du Congo (RDC) et menacé de mort, il a dû fuir son pays le 30 juin 2021. Avant d'atteindre l'Europe, le jeune homme de 26 ans a transité par le **Maroc**. Il tente une première fois de rejoindre l'**Espagne** par le Rocher de Vélez de la Gomera, petit bout de terre espagnole sur le littoral nord marocain. Mais il a été renvoyé à Tiznit, dans le sud du Maroc. Il remonte alors une nouvelle fois jusqu'à Nador. Mais dans la région, le passage est complètement bloqué : passer par les enclaves de Ceuta et Melilla est impossible, prendre un bateau en Méditerranée l'est tout autant, à cause des nombreux effectifs de police en mer. La seule issue possible, pour Serge, se trouve alors bien plus au sud du Maroc, à Laâyoune. C'est de cette ville du Sahara occidental qu'il prend la mer, en janvier 2022.

*"À 3h du matin, depuis une plage, je suis monté dans un petit canot. Il mesurait environ 10 mètres de long, et nous étions 67. Il y avait parmi nous des femmes, certaines étaient enceintes, et quelques enfants. Au début, nous avons navigué plutôt tranquillement. On voyait des dauphins nager à côté de nous. Et puis, au bout de quelques heures, le moteur du bateau s'est détaché, et il est tombé à l'eau. Il y avait aussi un trou dans la coque. L'embarcation a commencé à prendre l'eau. Mais surtout, on ne pouvait plus avancer. Et les personnes qui conduisaient le bateau - des Sénégalais - étaient complètement paniquées. Ils se parlaient en wolof, je ne comprenais pas ce qu'ils disaient. Mais j'ai bien senti que nous étions perdus, en pleine mer et en pleine nuit. On avait des pulls et des doudounes, mais malgré cela, on avait si froid. On est resté toute la nuit et une partie de la journée comme ça. En tout, nous avons passé 24h en mer. J'étais paralysé par la peur. Les gens et les bébés pleuraient. Moi, je ne faisais que prier. J'ai demandé à Dieu de survivre, mais je reconnais que je me voyais déjà mort. Et puis, soudain, un navire s'est approché de nous. C'était les sauveteurs espagnols. Ils nous ont sauvés. Ce que j'ai ressenti à ce moment-là, c'est indescriptible. Un tel soulagement. On nous a donné des couvertures. Mais avec le froid et la peur, j'étais totalement engourdi, je n'arrivais même plus à marcher. Nous avons d'abord été emmenés dans un centre à **Lanzarote**, où nous avons passé deux semaines. Puis on a été transféré à Las Palmas quelques jours, et ensuite, nous avons pris l'avion pour **Madrid**, sur le continent. Dès que*

*j'ai pu, j'ai quitté l'Espagne. J'ai tellement été choqué de mon refoulement la première fois que ce n'était pas envisageable, pour moi, de rester là-bas. Je me suis débrouillé pour me faire conduire de l'autre côté de la frontière. Depuis trois mois, je vis en à **Arlon**, en Belgique, dans un centre pour demandeurs d'asile. Je n'attends qu'une chose : travailler pour gagner ma vie, m'installer et avoir une vie paisible. Depuis les Canaries, j'ai très peur de la mer. Pour l'instant je ne veux pas remonter dans un bateau, même pour une promenade. Peut-être qu'un jour, avec le temps, j'y arriverai".*